

Stéphane Rossini ***Conseiller national***

Perspectives institutionnelles pour la Suisse du futur

De plus en plus nombreux et fréquents seront les événements qui marqueront de leur empreinte la construction future de la Suisse et de ses institutions. La crise financière dans une société mondialisée et le sauvetage de l'UBS, les différends fiscaux avec l'Union européenne, en regard notamment des pratiques cantonales helvétiques, les discussions sur l'extension des accords bilatéraux, les inégalités et injustices découlant des politiques publiques dans une organisation fédéraliste, le fonctionnement du Gouvernement ou les limites de la milice politique sont quelques illustrations des problèmes qui imposeront aux autorités de ce pays la tenue d'un véritable débat institutionnel.

Les esprits chagrins rétorqueront d'emblée que les préoccupations des citoyen-n-e-s sont ailleurs. Néanmoins, pour que des perspectives dynamiques stimulent la prospérité et provoquent un élan politique innovateur, la Suisse devra aussi relever des défis institutionnels. Parmi ceux-ci, cinq semblent prédominants.

1. Réforme du fédéralisme

Malgré la nouvelle péréquation financière et la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, la structure fédéraliste atteint ses limites. La taille modeste des territoires cantonaux et l'absence de masses critiques pour la mise en œuvre des politiques publiques, les régionalismes exacerbés et la multiplication des conventions intercantionales et régionales, les inégalités de traitement qui avantagent ou pénalisent les citoyens selon leur domicile caractérisent un modèle devenu désuet, qui s'oppose à une allocation optimale des ressources.

Les gaspillages du fédéralisme se chiffrent par milliards de francs annuellement. Les visions politiques sectorielles et cloisonnées qui prédominent dans cet ensemble péjorent l'efficacité du système suisse. Dans les contextes européen et mondialisé, pour éviter de démanteler les politiques publiques,

nous sommes contraints à une rationalisation territoriale et politique intelligente. Une Suisse à cinq régions serait être un projet porteur.

2. Adhésion à l'Union européenne

Les événements récents confirment que l'indépendance politique et économique de la Suisse est illusoire. La crise financière a montré que les interventions étatiques se pensent, se négocient et se mettent en œuvre à l'échelle internationale. L'économie mondialisée appelle des (ré)actions elles aussi mondialisées. Les politiques environnementales, des transports, de sécurité ou économiques et fiscales expriment la nécessité d'un minimum de règles communes et de collaborations.

Or, la Suisse subit nombre de contraintes de l'Union sans disposer d'un droit de parole. Au contraire, elle est de plus en plus fréquemment agressée ou, pour le moins, montrée du doigt. La politique de l'égoïsme, à savoir celle des accords bilatéraux ne pourra se prolonger indéfiniment. On ne peut revendiquer continuellement « le beurre et l'agent du beurre ». La discussion sur l'adhésion européenne doit être reprise. C'est une véritable perspective d'ouverture, de prospérité et de stabilité pour notre pays.

3. Professionnalisation du Parlement

Le fonctionnement des institutions parlementaires est fondé sur une énorme hypocrisie : la milice. La charge de travail est démesurée. Dans l'incapacité d'assumer pleinement les exigences de sa tâche, le parlementaire est fragilisé, de plus en plus tributaire des groupes d'intérêt, qui vont jusqu'à rédiger les propositions et interventions de parlementaires certes appliqués à les lire, mais parfois incapables de les défendre ! Cette vulnérabilité n'est pas acceptable. Par ailleurs, le lent traitement des objets qui en résulte affaiblit la force d'action du Parlement. L'inertie et les blocages prévalent souvent, portant préjudice aux personnes concernées et aux finances publiques.

4. Elargissement du Conseil fédéral

Dans le même esprit, l'organisation et le fonctionnement du Conseil fédéral ne sont plus en adéquation avec les contraintes

de la politique nationale et internationale. Nos sept ministres sont submergés par les seuls travaux parlementaires et ne sont, dès lors, pas toujours à même de participer pleinement aux débats internationaux et d'y jouer surtout un rôle à la hauteur de ce que pourrait ambitionner la Suisse. Ils gèrent et administrent, mais ne pensent quasiment plus l'avenir de ce pays. Exceptées la récente réforme de la péréquation financière et les transversales ferroviaires alpines en construction, aucun grand projet innovateur ne pointe à l'horizon ! La pensée comptable a remplacé la pensée politique. Il convient d'élargir le Conseil fédéral à neuf membres et de revaloriser la fonction présidentielle.

5. Cohésion sociale

Il n'y aura pas de prospérité sans cohésion sociale. A force d'opposer économie et social, on creuse les fossés entre catégories sociales, entre riches et pauvres, on affaiblit la redistribution par les systèmes sociaux, réduisant ainsi la capacité de consommation des ménages, stimulant la précarité. Plus grave, à l'image de la 5^{ème} révision de l'AI et de son application, on stigmatise et humilie de plus en plus les citoyens les plus faibles de ce pays. On affaiblit enfin les assurances sociales, renvoyant les gens en difficulté à l'aide sociale ! Le progrès par le retour (délibéré ou inconscient) à la situation prévalant au XIX^{ème} siècle est inacceptable. Moderniser le système de protection sociale suisse est un défi autant fantastique qu'urgent, auquel il faut oser s'atteler.

Changement de génération

De telles réformes ne sauraient simplement se décréter. Elles passent par une vision partagée par les principaux acteurs politiques, partis, parlement et gouvernement, mais aussi la société civile. Elles associeront à la fois Confédération, cantons, communes et milieux associatifs. On peut cependant craindre qu'elles ne relèveront du possible que lorsque la nouvelle génération parviendra à composer le futur Gouvernement suisse. Quand les 40 – 50 ans remplaceront aux destinées de ce pays celles et ceux qui détiennent le pouvoir avec peut-être la sagesse de l'âge, mais la détermination et l'audace de ceux qui ont fait leur temps, ne voyant notre avenir guère au-delà que

leur proche et heureuse retraite.

SR/22.12.2008

[Retour](#)